

LE COMBAT SYNDICALISTE



CNT MENSUEL DE LA
Confédération Nationale du Travail

MARS 2019/N° 442

2€

FEMMES EN LUTTE, LA CLASSE!



Lutte syndicale

- Précaires au quotidien. Au journal Le Monde, des pigistes s'organisent. P2
- Ne nous prenez pas pour des complémentaires. Sujet : Mutuelle complémentaire obligatoire. Litige. Rubriques : mauvaise foi, embrouille, profits. P3

École

- Pédagogies de l'opprimé-e. Un ouvrage collectif ouvre les horizons sur les pédagogies critiques et les regards intersectionnels. P4
- L'école saignée à Blanquer. Pour l'arrêt des réformes Blanquer, pour l'égalité sociale ! P5

Dossier

- Le patriarcat déforme, on se forme à l'antipatriarcat. P6 à 8

Ici et maintenant

- Tenons bon, et mortaises ! Témoignage de Mathilde, 31 ans, charpentière. P 10&11

International

- Chiapas, Irlande, Suisse. P 14 à 19

Culture

- Les bandits, Eric J. Hobsbawm.
- KANAKY, Joseph Andras.
- Gouverneurs de la rosée, Jacques Roumain. P 20 à 23

Précaires au quotidien

Au journal *Le Monde*, des pigistes s'organisent.

La section CNT du Monde veille à défendre les précaires, comme le savent les salarié-es du journal. Elle a ainsi soutenu le Collectif des pigistes à Blanqui (qui regroupe les pigistes « posté-es » des services correction, infographie et autres travaillant dans les locaux du boulevard Blanqui) lors d'une négo qui a abouti, fin 2017, à un accord satisfaisant.

Un nouveau collectif rassemblant, lui, des journalistes a vu le jour début janvier. Les deux collectifs, dont le mode d'organisation est inspiré des idées égalitaires et antiautoritaires qui sont celles de la CNT, ont publié le communiqué reproduit ci-dessous, acte de naissance de Pigistes du Monde et affirmation de l'union des

deux collectifs et des métiers qu'ils représentent. Un message que la direction aura certainement reçu et

compris. ●

Émile, de la section CNT du Monde et du Collectif des pigistes à Blanqui



Du nouveau du côté des pigistes

Une fois de plus, les revalorisations de salaire [cette année, de 0,5 à 1 %] décidées dans le cadre de la négociation annuelle obligatoire (NAO) ne concerneront pas les pigistes, qui sont pourtant salariés et devraient, à ce titre, bénéficier des mêmes droits que tous les salariés de la Société éditrice du Monde (SEM).

Une fois de plus, ce sont les moins bien lotis qui se trouvent privé-es de cette revalorisation annuelle « collective » qui sert à compenser, au moins partiellement, les effets de l'inflation.

On peut cependant noter plusieurs nouveautés. Remarquons en premier lieu que les pigistes sont mentionnés à plusieurs reprises dans le communiqué diffusé par l'intersyndicale [SNJ, SNJ-CGT, CNT] qui présente les résultats de cette négociation. Il est dit en particulier que les délégués syndicaux ont insisté pour que les salariés pigistes soient

inclus dans l'accord, mais qu'ils se sont heurtés au refus de la direction. Il est également précisé que cette intransigeance a amené l'un des syndicats [la CNT] à refuser de signer l'accord, afin de protester contre l'injustice faite aux pigistes.

Enfin les délégués syndicaux ont obtenu que la direction s'engage à inclure dans la prochaine NAO, en novembre 2019, un « volet concernant l'augmentation des pigistes »... Mais on ne peut que remarquer que rien n'est dit de cet engagement dans le communiqué publié trois jours plus tard par la direction, et que le terme « pigiste » n'y apparaît nulle part.

Autre nouveauté de ce début d'année, et non des moindres : la récente création de Pigistes du Monde, un collectif qui s'est constitué il y a moins d'un mois et qui rassemble déjà plus de cent journalistes du

Monde rémunérés à la pige, rédacteurs, photographes et illustrateurs. Le collectif Pigistes du Monde est signataire du présent communiqué avec le Collectif des pigistes à Blanqui, qui lui existe depuis près de deux ans et rassemble la quasi-totalité des pigistes postés pas que le « cas » des pigistes soit examiné par faveur ou par exception lors de la prochaine NAO. Nous voulons désormais bénéficier de plein droit, comme les autres salariés de la SEM, des accords conclus chaque année dans le cadre de cette négociation collective d'entreprise.

Nos deux collectifs s'expriment ici ensemble pour la première fois. Ce ne sera pas la dernière car nous savons que c'est en faisant cause commune que nous ferons valoir nos droits, avec l'appui des syndicats et le soutien, nous l'espérons, de tous les salarié-es du journal, précaires et titulaires uni-es. ●

Pigistes du Monde & le Collectif des pigistes à Blanqui, le 5 février 2019



Ne nous prenez pas pour des complémentaires

Sujet : Mutuelle complémentaire obligatoire. Litige. Rubriques ! mauvaise foi, embrouille, profits.

Que devient la mutuelle complémentaire obligatoire en cas d'arrêt maladie longue durée? Cette mutuelle de complé-



ment étant obligatoire, l'employeur a donc obligation d'assurer ses salarié-es contractuel-les. Il doit donc passer contrat commercial avec un assureur qui fixe le montant de la cotisation globale par salarié-e.

Mais le système veut que l'employeur peut faire supporter une partie de la cotisation globale par les salarié-es, qui doivent donc supporter et accepter la collecte de la part salariale par l'employeur. Il a donc une obligation, non pas envers l'assureur, mais envers l'employeur.

Tout litige sur la cotisation globale entre assureur et employeur relève du droit commercial.

Mais en cas de non paiement de la cotisation globale, la perte du bénéfice du droit d'assurance est préjudice pour les salarié-es qui pourraient en demander réparation devant les prud'hommes.

De même, si l'employeur refuse de supporter la collecte sur salaire,

les salarié-es pourraient saisir les prud'hommes pour s'opposer à l'action de l'employeur. Ma première idée a été de se fondre sur la loi dont il faudrait contester la validité : on m'a opposé une fin de non-recevoir sans fournir d'explication fondée en droit. Je pensais avancer le droit du consommateur, chacun-e ayant libre choix d'acheter ou non selon sa conscience. Erreur d'interprétation puisque nous n'achetons pas directement, mais nous supportons la collecte d'une cotisation participative qui permet à l'employeur d'acheter une prestation à laquelle la loi le contraint.

Dans le cas que j'ai à défendre, l'employeur prétend faire supporter la totalité de la cotisation glo-

travail étant suspendu pour longue maladie. Le patron lui réclame donc remboursement de ce qu'il estime être une avance sur salaire. Une violence patronale, indécente.

Cet exemple met en lumière l'insuffisance de réflexion et de pouvoir des salarié-es qui acceptent à leur plus grands dépens de voir la sécurité sociale sabordée au profit du commerce privé de l'assurance. J'étais bien seul quand je m'opposais à la mise en œuvre de la mutuelle complémentaire obligatoire. Et tous les cas litigieux dont j'ai pris connaissance depuis ne sont que des avatars du processus qui vise à diminuer le profit des salarié-es et à minimiser la distribution des gains du travail envers les salarié-es. Et ce



bale au salarié à qui il ne sert pas sa prestation salariale, le contrat de

pour réserver la plus grande part aux seuls capitalistes. ●

Charles, défenseur syndical CNT71

Pédagogies de l'opprimé-e

Un ouvrage collectif ouvre les horizons sur les pédagogies critiques et les regards intersectionnels.

Des pédagogies faites par les opprimé-es pour les opprimé-es. Mal connues en France, les pédagogies critiques sont l'objet d'un bouquin collectif codirigé par Laurence De Cock et Irène Pereira*. Un mouvement international apparu dans les années 1990 dans la continuité de l'œuvre du pédagogue brésilien Paulo Freire, expulsé du Brésil par la dictature en 1964, et qui construit une alphabétisation militante, conçue comme un moyen de lutter contre l'oppression, en rencontrant des pédagogues et des intellectuel·les dans différents pays.

Plus que les pédagogies alternatives elles affirment leur approche critique, et visent à lutter contre les dominations, de genre, de classe, ou encore relèvent d'autres discriminations avec des pédagogies féministes, antiracistes, anticoloniales, queer... Des pédagogies de l'opprimé-e connues en Amériques du Nord et du Sud. L'éco-pédagogie s'intéresse à la conscientisation planétaire des questions écologiques. Dans les pays scandinaves des pédagogies critiques interrogent les normes dominantes par exemple l'hétérosexualité, le validisme qui juge un



Paulo Freire, penseur, pionnier et praticien des pédagogies de l'opprimé-e.

corps valide comme supérieur à un corps handicapé.

■ Changer de regard

« Souvent réduit en France à un mouvement marginal, le courant décolonial est très important en Amérique latine avec des auteurs reconnus comme Catherine Walsh ou Ines Barbosa de Oliveira. En France la pédagogie décoloniale interroge la manière dont l'histoire est présentée d'un point de vue européocentré »** précise Irène Pereira dans un entretien au Café pédagogique. Exemples : l'étude des Grandes

découvertes ne tient souvent pas compte du point de vue des amérindien·es et la littérature jeunesse présente toujours des Africain·es vivant dans des cases. La pédagogie décoloniale s'efforce de décentrer le regard.

Les pédagogies critiques s'adressent à des élèves de tous les niveaux. Un récent rapport du Rapporteur des droits a montré l'importance des stéréotypes de genre en maternelle, où les discriminations peuvent être mises en question. « La pensée contemporaine admet plusieurs types d'oppression, ajoute Irène Pereira. On peut être privilégié·e d'un côté et opprimé·e dans une autre dimension. Ainsi les questions intersectionnelles sont un aspect contemporain des pédagogies critiques. Paulo Freire l'avait déjà vu en discutant avec des féministes dans les années 1980. » Puis des pédagogues se sont demandés si on pouvait conscientiser les privilégié·es et s'en faire des allié·es...

■ Changer le monde?

Quel rôle émancipateur peut jouer l'école? Changer le monde? Pour Irène Pereira « Le monde est plutôt changé par des mouvements sociaux, comme le mouvement pour les droits civiques ou le féminisme. Pas directement par l'école. Mais on assiste à la montée de régimes politiques qui rendent le respect des droits humains très problématique et l'École doit s'orienter vers ces questions ». ●

La rédac du CS

* Les pédagogies critiques, sous la direction de Laurence De Cock et Irène Pereira, éditions Agone, 144 p. 12 euros.
** Malgré un parti pris de refus de l'eurocentrisme, Freinet, qui n'est pas à l'origine des pédagogies critiques, figure dans ce livre, mais plus pour une mise en parallèle et pour montrer des liens, des proximités.



L'école saignée à Blanquer

Pour l'arrêt des réformes Blanquer, pour l'égalité sociale !

Le mécontentement grandit à l'école, chez les lycéen·nes et étudiant·es, comme chez les personnels. Il fait écho au mouvement social d'ampleur qui perdure depuis des mois dans le pays. La réforme du lycée imposée aux lycéen·nes et aux personnels aura des conséquences désastreuses pour beaucoup d'entre nous (augmentation des inégalités, notamment territoriales, pour les lycéen·nes, et baisse de qualité des conditions de travail pour les collègues des lycées). Dans les universités, la hausse des frais d'inscription pour les étudiant·es étranger·es provoque un légitime mouvement de contestation. Depuis trois mois, la CNT éducation (accompagnée de seulement deux autres organisations syndicales, Sud éducation et la CGT) appelle systématiquement à la grève pour faire converger mouvement des personnels et mouvement lycéen et étudiant.

Outre la réforme du lycée, Blanquer dégrade nos conditions de travail. La baisse des postes annoncée s'est logiquement concrétisée par des DHG (dotations horaires globales) diminuant la présence adulte dans les établissements et augmentant les services partagés par plusieurs établissements. Et pour mettre en œuvre ces réformes, Blan-

quer ne trouve rien de mieux que de menacer de nous obliger à une deuxième heure supplémentaire (défiscalisée et désocialisée), prétextant la hausse de notre pouvoir d'achat ! La CNT Éducation le rappelle : pour l'instant, rien n'est pas passé au bulletin officiel, les chefs d'établissement ne peuvent donc imposer d'heures sup sous ce couvert.

■ Stylos rouges

Le gouvernement menace d'attaquer nos statuts, notre liberté pédagogique et notre liberté d'expression en promettant de modifier le texte sur le « devoir de réserve », terme impropre qui contribue une fois de plus à occulter notre droit fondamental à la liberté d'expression comme tou·tes les autres citoyen·nes. Enfin, l'évaluationnisme continue de gangréner l'Éducation nationale, devenant opérationnelle dans les évaluations de CP, causant de nombreux problèmes (modalités de passation, standardisation de l'évaluation et conformisation de l'enseignement aux tests, etc.). Face à ces dégradations des conditions de travail et à la dévalorisation des métiers de l'éducation, le mouvement des stylos rouges essaie de s'organi-

NOUVELLE RÉFORME

DU GLYPHOSATE
ISSU DE L'AGRICULTURE
RAISONNÉE,
PROGRESSIVEMENT
DANS LES CANTINES



ser pour améliorer nos conditions de vie. Plus largement, c'est évidemment le mouvement des gilets jaunes qui est actuellement le plus dynamique. Mis à part les tentatives d'intrusions réactionnaires voire fascistes dans ces mouvements, la CNT Education soutient les revendications progressistes qu'elle partage pour l'amélioration de nos conditions de vie et la critique de l'actuel modèle dominant de « démocratie ». Pour faire basculer le rapport de force, aux manifestations et actions menées jusqu'ici doit s'ajouter le moyen le plus efficace dont nous disposons face au gouvernement et au patronat : l'unité de tou·tes les travailleur·es dans la grève générale reconductible. Associée à des AG où nous décidons nous-mêmes de nos revendications, la grève est le moyen le plus efficace pour reprendre le contrôle de nos vies, à commencer par notre travail. ●

CNT Éducation Rhône et Ain.

CNT

CONFÉDÉRATION NATIONALE DU TRAVAIL

Bureau confédéral
6, rue d'Arnal
30900 Nîmes

www.cnt-f.org - Mèl : cnt@cnt-f.org

COMBAT SYNDICALISTE

CNT - 33, rue des Vignoles - 75020 Paris
Mèl : cs-administration@cnt-f.org

Directrice de la publication

Marie-Pierre Aiello

N° de CPPAP : 0623 S 0651

Rédaction

combat-syndicaliste@cnt-f.org

CS c/o CNT Stics 13

c/o 1 000 Bâbords

61, rue Consolat 13001 Marseille

Administration

cs-administration@cnt-f.org

C/O CNT 18 Avenue de Sierre

07200 Aubenas

Abonnements

cs-administration@cnt-f.org

C/O CNT 18 Avenue de Sierre

07200 Aubenas

Impression sur papier certifié

PEFC

Imprimerie Étoile

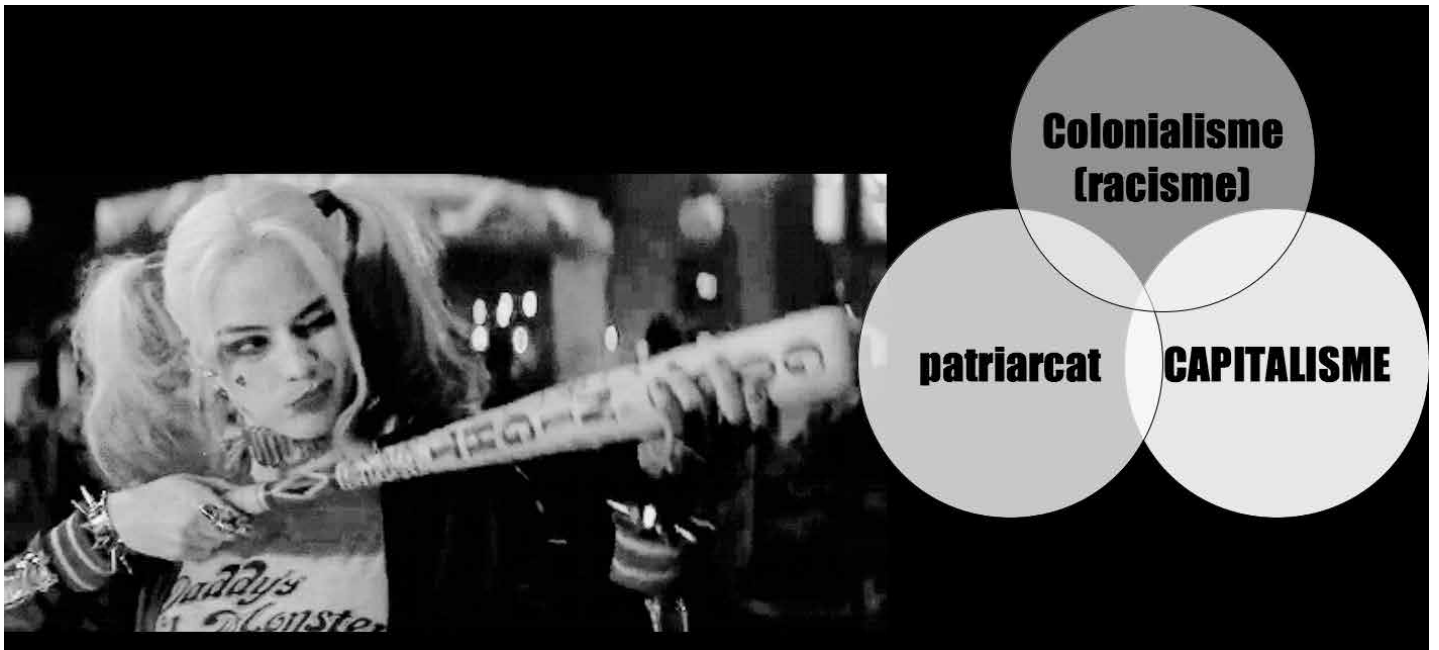
Za Sainte Anne 61190 Tourouvre

Le Combat syndicaliste sort en début de mois. Les tâches amenant le Combat syndicaliste dans votre boîte aux lettres sont effectuées par des syndiqué·es après leurs journées de travail. Toutes vos idées d'articles sont les bienvenues. Le bouclage se faisant aux environs du 15, il est important que vos articles arrivent à la rédaction quelques jours avant, le plus tôt possible, cela évite le stress.

Merci à tou·tes !

Le patriarcat déforme, on se forme à l'antipatriarcat

Genèse d'une formation syndicale qui questionne les violences internes dans une société genrée, raciste, en plus d'être classiste.



P our faire écho au 8 mars, journée internationale des droits des femmes, et tandis que le nombre des féminicides s'est accéléré depuis le 1er janvier 2019 (22 au 15 février), nous, militantes féministes cénétiistes de Saint-Etienne et Paris avons choisi de revenir sur la formation contre les violences patriarcales créée par nos camarades du groupe CNT Femmes Libres 33, formation dont nous avons bénéficié et qui nous a enthousiasmées.

■ D'où est venue l'envie de mettre en place cette formation ?

CNT Femmes libres 33 : À la CNT, on identifie le capitalisme comme une forme d'exploitation faisant système, on repère ses mécanismes. Grâce à des outils (autogestion, auto-formation, lutte syndicale) on tente d'y échapper. C'est la lutte des classes.

Nous savons les ravages que peut entraîner la non gestion de situations de violences patriarcales. Ravages pour les victimes mais aussi pour les groupes. Comme nous revendiquons une société

égalitaire, nous ne pouvons ignorer les deux systèmes qui coexistent avec le capitalisme : patriarcat et racisme. Personne n'y échappe. Il est illusoire de penser : « pas chez nous ».

Nous étions convaincues qu'une formation pour repérer les mécanismes du patriarcat était essentielle dans nos syndicats. La réalité nous a malheureusement donné raison. On ne peut pas affirmer que le fait qu'un d'entre nous soit accusé de viol eut été géré plus sereinement après une telle formation, mais au moins, aurions nous pu ne pas ajouter de la violence à celle déjà existante. Nous aurions peut être limité les réactions dictées par les émotions qui rendent la situation ingérable. La gravité des faits nous a juste poussées à accélérer le mouvement. Il nous est apparu dorénavant indispensable d'anticiper d'autres événements de violences patriarcales. Nous avons discuté au sein de nos syndicats de la façon dont nous pouvions lutter contre ces violences en interne. Nous avons créé une commission qui a réfléchi à l'écriture de motions de positionnement politique de la CNT

sur le sujet et en avons fait un préalable. Cette commission a décidé de réfléchir à un protocole de gestion en interne.

■ Quelles sont vos sources ?

CNT Femmes libres 33 : Nous nous sommes servies des données officielles, universitaires sur la réalité des violences patriarcales. Mais ce qui a donné corps à notre analyse, c'est notre expérience de lutte dans un groupe anarcho-féministe non mixte. Nos références, ce sont les expériences des femmes subissant la double oppression des systèmes, capitaliste et patriarcal. C'est du concret et pas, comme semblent le craindre certains, une « théorie venue d'outre-Atlantique ». On s'interroge encore sur la peur de ce fantôme ! Les retours à chacune de nos présentations nous ont permis aussi d'affiner notre analyse.

■ Quelles difficultés avez-vous rencontrées ?

CNT Femmes libres 33 : Nous avons rapidement réalisé que nous n'étions

pas seul-es à nous inquiéter du sujet. Les quelques réactions épidermiques se sont adressées de façons détournées à d'autres que nous, comme par exemple, les camarades du CS à qui on a reproché de passer un article sur le sujet. Les quelques réserves ressenties étaient liées à la peur que ce soit trop abstrait. Nous expliquons que tout en étant très concrète, ça reste une formation et un préalable incontournable à la discussion. Sur place, nous avons souvent constaté l'absence des plus virulents sur cette question. Dommage ! Sans échanges, difficile d'avancer ensemble et dépasser les blocages.

Nous avons ressenti, suivant l'historique des syndicats d'accueil, combien le travail déjà fait par les copines féministes est aidant.

■ Quels sont les sujets que vous abordez ?

CNT Femmes Libres 33 : Les trois dominations qui interagissent (capitaliste/patriarcale/ coloniale et raciste), la façon identique qu'elles ont de faire système, de se mettre en place, de perdu-

rer, et leurs effets. Ce qui est surprenant, c'est de voir à travers des exemples combien, alors qu'il est simple de démontrer que cela fonctionne pareil, nous ne repérons pas la domination lorsqu'il s'agit de patriarcat ou de racisme. Nous abordons aussi les outils que nous pouvons nous donner pour lutter.

■ Quelles sont les perspectives ?

CNT Femmes Libres 33 : L'abolition du patriarcat !... et en attendant, nous voulons que la CNT reconnaisse l'intérêt de cette lutte. Faire que les agressions cessent dans nos syndicats et ailleurs. Former et informer. Nous aimerions que nos « détracteurs » comprennent que nous ne sommes pas des « coupeuses de couilles », qu'un homme peut être solidaire sans que sa bite tombe, que nous ne sommes pas séparatistes et que notre projet n'est pas de scissionner pour créer une CNT féministe. Il va falloir avoir le courage de regarder en face que la société dans laquelle nous vivons est genrée, raciste, en plus d'être classiste. Et que de fait notre confédération ne peut plus fermer les yeux sur ces dominations même si en tant qu'homme

ou en tant que blanc-hes, ça gêne aux entournures !

■ En tant que travailleuses de l'éducation, avez-vous des exemples de situations d'intersectionnalité ?

CNT Femmes Libres 33 : Si nous subissons hommes comme femmes la pression d'un chef, si le personnel de cantine, pas assez nombreux, subit un stress important, les hommes ne subissent pas EN PLUS les mains aux culs, les blagues salaces, le harcèlement sexuel, qui peut venir d'ailleurs de chefs ou de ses pairs ! On lutte contre le classisme dans l'orientation scolaire : à bulletin égal, un fils de prof n'est pas orienté comme un fils d'ouvrier-ère. On ne prend pas en compte les différences d'orientation bien réelles liées au genre. Dès que nous abordons ces sujets avec nos élèves, il est effrayant de voir le côté systématique de oppressions et le fatalisme qui l'accompagne parfois. Ce sont des filles de ma classe (15 ans) qui m'avouent être gênées de traverser la cour car les ouvriers sur le chantier du lycée leur font des réflexions, avec



Manifestation féministe en rouge et noir à Zaragosse en 2017



des allusions clairement sexuelles. C'est la fille en CAP mécanique traumatisée car son maître de stage lui a proposé de coucher avec elle et qu'on me rétorque quand j'en parle : « C'est vrai, elle a pas 16 ans, mais elle prend la pilule et elle met du rouge à lèvres pour

venir à l'atelier... »

Ces violences existent, elles sont massives. Elles ont une spécificité et la

seule lutte des classes ne les résoudra pas ! Nous ne voulons rien voler, nous ne voulons ni prendre le pouvoir, ni des privilèges, juste l'égalité sociale et ça tombe bien... C'est aussi le projet de la CNT ! ●

Les groupes de travail CNT FEMMES LIBRES

Tous les trois jours

En janvier 2018, une artiste féministe nantaise, Marion Plumet, a collé sur un mur 365 photocopies de ce signe féministe, établissant "un calendrier qui dresse de manière imagée, un terrible bilan : celui du nombre de femmes tuées chaque année en France, par leur mari, leur conjoint, leur compagnon ou leur ex:
122 femmes mortes en 2011

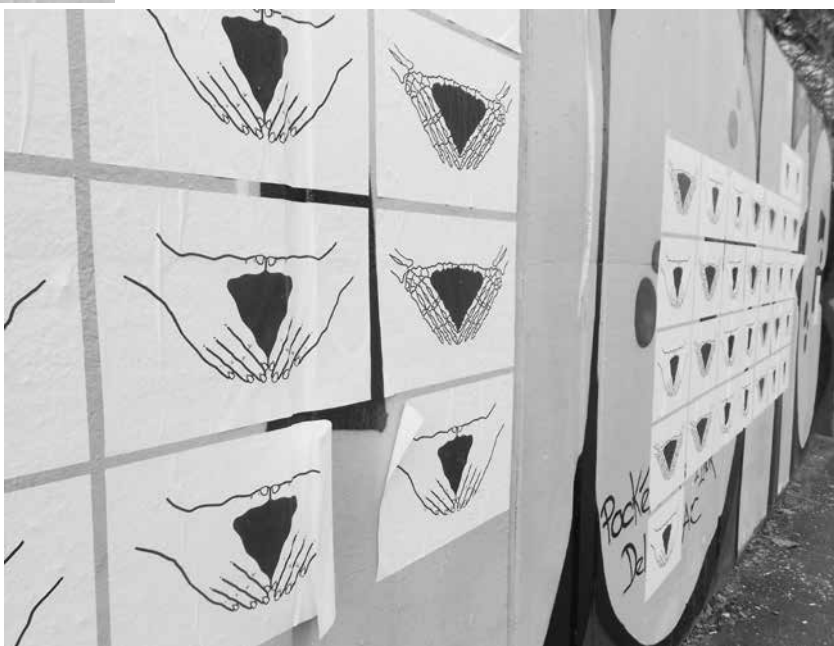
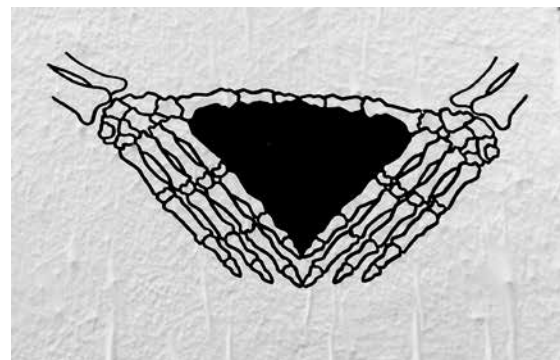
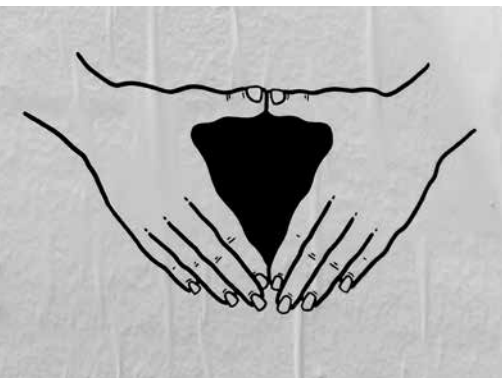
- 148 femmes mortes en 2012
- 121 femmes mortes en 2013
- 118 femmes mortes en 2014
- 115 femmes mortes en 2015
- 123 femmes mortes en 2016...

C'est à dire en moyenne, en France, une femme meurt sous les coups tous les trois jours.

Il est urgentissime de rendre visible cet violence, de les nommer, de les dé-

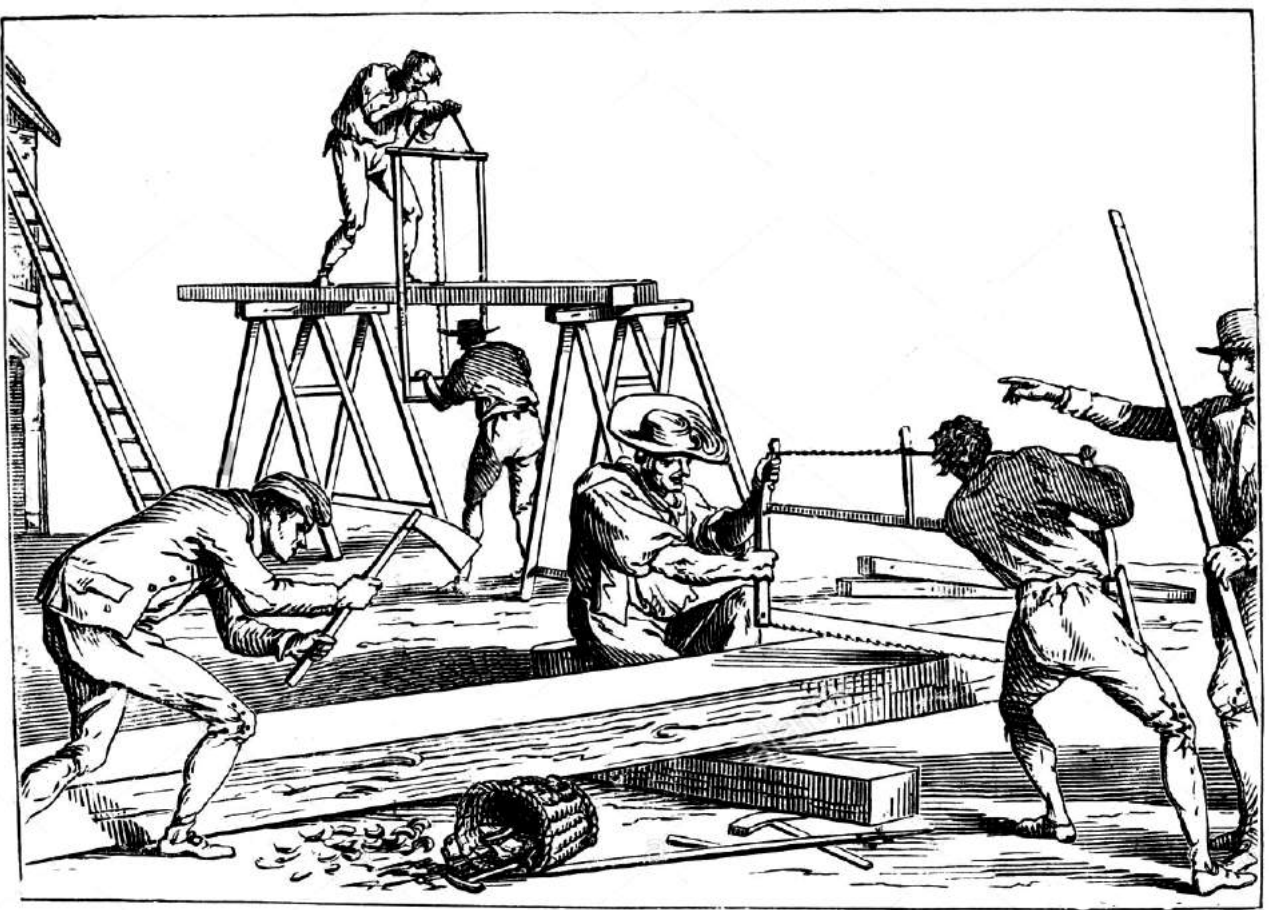
noncer. Parce qu'il faut que cette liste de femmes qui meurent s'arrête.

« Il est très difficile de penser à une façon appropriée d'exprimer le deuil, mais nous savons que les larmes ne suffisent pas. Nous savons comment pleurer. La vraie question est : Comment allons-nous nous défendre? »
Andrea Dworkin - Pouvoir et violence sexiste. ●



Une action de collage de 365 copies, réalisée par l'artiste nantaise Marion Plumet pour visibiliser les femicides.





Tenons bon, et mortaises!

Témoignage de Mathilde, 31 ans, charpentière.

Elle a commencé par les arts plastiques à la fac, mais son objectif n'était pas de vivre d'une pratique artistique : trop loin de ces convictions personnelles.

■ Alors, pourquoi charpentière ?

Mathilde : J'ai réfléchi 2 ou 3 ans. Mon oncle était charpentier, ça me fascinait, mais il ne m'a pas transmis l'envie ni même le savoir. Ça été plutôt une recherche d'autonomisation, une envie d'être capable de fabriquer mon propre logement, même si ça reste encore utopique. Je me suis dit que c'était très physique, considéré probablement comme un domaine de mecs, mais j'en savais trop rien.

■ Tu savais où tu mettais les pieds ?

Bon, je savais ce qu'était un tenon, une mortaise. Et j'ai construit deux trois cabanes plus jeune. Mais le travail dans la pratique, je ne connaissais pas. L'image de boulot de mecs bien baraqués qui font de la charpente ne m'a pas vraiment fait peur. Au contraire, je voulais voir ce dont j'étais capable.

■ Comment tu t'es réorientée ?

Ma conseillère Pôle emploi m'a proposé de postuler pour une formation de 9 mois, avec 2 stages, aux chantiers Tramasset, au Tourne (33). Il y avait 12 places pour une cinquantaine de demandes. J'ai été prise. Les stages, c'était cool. Le premier, j'étais juste avec un mec, le deuxième à quatre dont une autre stagiaire. Moi ça me va très bien cette échelle d'entreprise. Et comme je sais ce que je veux, je recherche plutôt des petites boîtes, pas des grosses usines avec cinquante mecs qui travaillent.

■ Comment tu fais avec le côté très masculin du métier ?

Sur mon diplôme, délivré par l'Etat français, il est quand même écrit « charpentier »... Ça reste un boulot fait et pensé par des mecs, même si petit à petit, ça évolue. Un peu. Dans leur manière de bosser, on voit une tendance à vouloir faire preuve de sa force. Une bonne partie « bourrine », joue à qui porte le plus gros bout de bois tout seul. Une fois, deux fois. Le plus souvent, ça s'arrête vite, avec une bonne suee, le souffle court, si c'est pas le gros bobo si la main

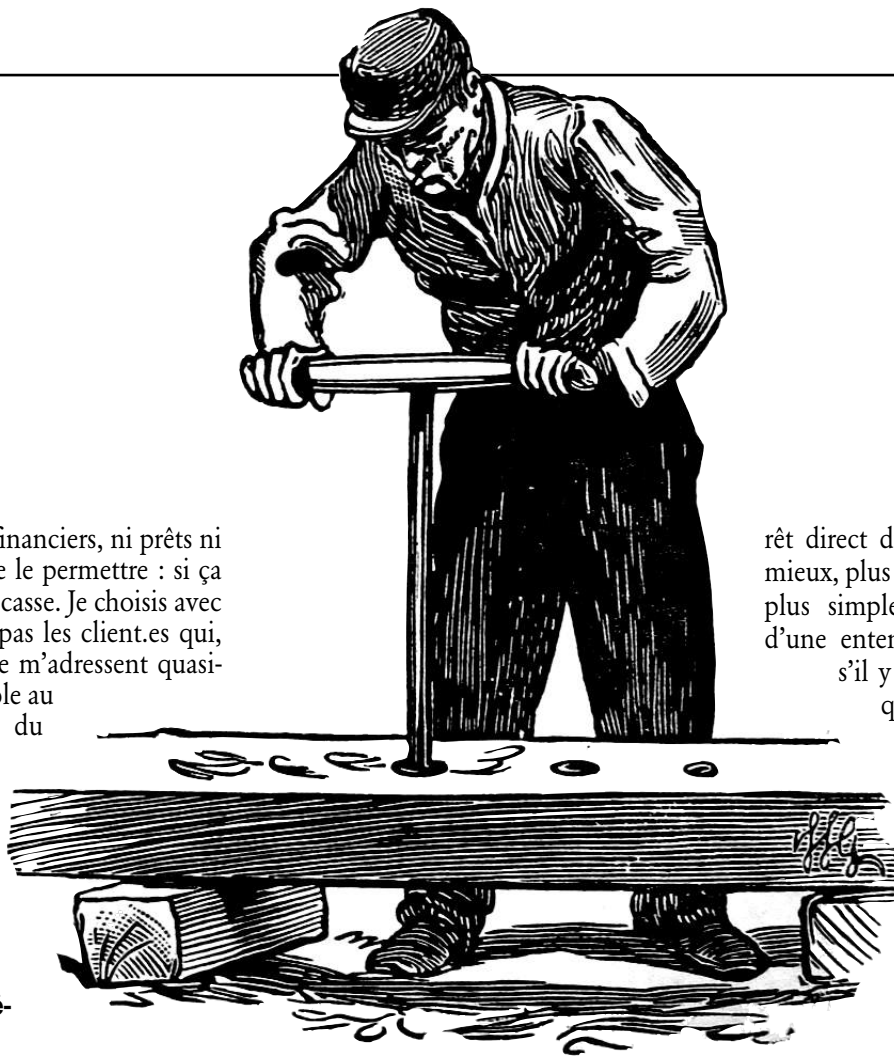
s'est coincée... Tu peux faire la même chose, à deux, et tenir toute ta journée, et c'est souvent plus efficace. J'ai vu que j'arrive au même résultat qu'eux, sans miser autant sur ma puissance physique pure, même si je suis obligée de m'en servir.

■ Tu t'es sentie dévalorisée par rapport aux hommes ?

Pendant la formation, certains ont été durs à convaincre. Pas les formateurs, qui m'ont recrutée, mais certains autres apprentis avaient de gros a priori.

Pour un gars de 50 ans, pas question que je touche un bout de bois, il ne me laissait rien faire sous couvert de « galanterie », de rendre le monde « plus facile, plus doux » aux femmes, ou je sais pas quoi. J'ai eu quelques petites altercations avec lui. J'ai dû lui expliquer qu'il n'avait pas à intervenir comme ça, que ça m'en empêchait de me former et c'était contre-productif. Ça a mis un froid pendant un temps, mais à la fin de la formation, il était presque plus attentif que moi à son attitude et la rectifiait tout seul.

C'est entre autres pour ça que je choisis où et avec qui je veux bosser. Sans



gros engagements financiers, ni prêts ni enfants, je peux me le permettre : si ça se passe mal, je me casse. Je choisis avec qui je bosse, mais pas les client.es qui, sur les chantiers, ne m'adressent quasiment jamais la parole au début. Ils mettent du temps à comprendre que je suis charpentière et que je monte sur le toit comme les autres.

■ **Et question sécurité sur les chantiers ?**

Là, c'est la grosse merde, clairement. Je n'ai jamais été attachée sur aucun chantier. Bon, j'ai jamais travaillé à 20 m de haut, mais rien qu'à 5 m, tu tombes tu meurs. On n'a pas eu de formation pratique, mais nos formateurs nous ont fortement incité à en demander à Pôle emploi, et longuement insisté sur les normes de sécurité au travail, le droit de retrait.

■ **Tu l'as déjà utilisé, ce droit de retrait ou demandé plus de sécurité ?**

Moi, si je ne le sens pas, j'y vais pas. On n'a jamais essayé de me forcer, de me mettre la pression. Toujours lié au fait que je choisis chez qui je bosse. En général, je demande ce qui est prévu en terme de sécurité : rien, le plus souvent. Bon, je ne fais pas de gros chantier avec Bouygues ou autres grosses boîtes, souvent en règle, quasi-systématiquement contrôlées lors des commandes publiques. Dans les toutes petites boîtes, louer des échafaudages, faire poser des lignes de vie, ça coûte cher proportionnellement aux revenus générés. S'ils investissent dans la sécurité, le charpentier d'à côté qui monte sans rien sur le toit, aura le chantier. Si c'est facturé aux

clients, ils ne sont plus concurrentiels sur le marché, donc ils s'abstiennent.

■ **Est ce que ça discute syndicalisme sur les chantiers ?**

En général avec mes patrons ça se passait plutôt bien. Pas eu vraiment besoin de réclamer des trucs, car je ne restais pas longtemps dans les boîtes. Vouloir améliorer les conditions de travail dans une boîte, c'est lié à l'envie d'y rester, de s'y investir, et d'avoir le temps de voir les résultats de ton action. Ce n'a pas été mon cas jusqu'à présent. Si je bossais dans des grosses boîtes, en contrats longs, peut-être que je me syndiquerais, oui.

■ **Et avec tes collègues ?**

L'appartenance syndicale c'est moins évident dans les petites boîtes. Ta force de négociation, de pression si besoin, c'est toi directement, ta force de travail étant une part importante de celle de la boîte. Mais je ne suis pas parfaite et je ne bosse pas avec des gens parfaits. On peut s'en parler, remettre à plat l'organisation, les trucs dangereux... L'atelier, le chantier, si c'est le bordel, ça devient dangereux. Même si c'est pas l'inté-

rêt direct du patron, nous on bossera mieux, plus vite. À quelques-un-es, c'est plus simple de trouver l'intelligence d'une entente. En bossant à 2 ou 3, s'il y en a un qui se barre parce que cette entente n'existe pas, ça peut être le bordel pour l'entreprise. Entre un.e ouvrier.ère sur le chantier et un patron déconnecté, qui reste dans son bureau et impose ses délais, pas de compréhension possible. S'il monte avec toi sur la toiture, tu le respectes, le dialogue est plus simple: il sait de quoi tu parles.

■ **Tas déjà eu des soucis d'heures sup non payées ?**

Dans d'autres jobs, oui.

■ **Tu vois comment ton avenir ?**

Pour le moment, j'ai envie de faire pleins de boîtes, voir différents projets, diverses méthodes de travail. Un jour, si je trouve une boîte qui je me plaît vraiment, j'y resterai peut-être et je passerai un Brevet professionnel. Pour le moment, j'ai envie de diversité, je ne cherche pas de CDI qui rend plus compliqué de quitter une boîte et négocier une rupture conventionnelle. Sinon c'est punition Pôle emploi.

■ **Que penses-tu de l'auto-entrepreneuriat dans le bâtiment ?**

Moi ça me fait flipper. Déjà, je n'ai pas assez d'expérience. Et en charpente particulièrement, je trouve ça étrange de bosser tout-e seul-e. Comment être efficace? Et puis c'est dangereux. De toute façon, on est obligé de t'associer pour la plupart des chantiers. ●

Recueilli par le SUB33



Retirada : l'exil, il y a 80 ans..

À Paris, au Père-Lachaise, à la CNT rue des Vignoles, hommage aux républicain-es exilé-es en 39.

L'oubli de la fin tragique de la révolution libertaire dans le camp de la république espagnole n'est pas pour demain. La mémoire des événements, celles des hommes et des femmes qui les ont vécus et qui ensuite se sont retrouvés sur les routes de l'exil, de la résistance ou dans les camps nazis est encore vive. Une mémoire évoquée les 9 et 10 février dernier à Paris, en coïncidence exacte des dates de passage massif des Pyrénées par des dizaines de milliers de personnes.

Formé depuis la rue des Rondeaux, sous les drapeaux bleu-blanc-rouge des anciens déportés, violet-jaune-rouge de la république espagnole et rouge et noir de la CNT, le cortège de 200 personnes s'est arrêté au Père-Lachaise devant le monument érigé en 1965 par la Fédération espagnole des déportés et internés politiques.

Véronique Salou de l'Association 24 août 1944, Anne Hidalgo maire de Paris, Frédérique Calandra maire du 20e : chacune à sa manière a interrogé l'histoire de la révolution espagnole. Des mots et des idées que l'on n'entendait pas, ou peu, ont été prononcés... il n'est jamais trop tard. Fils d'un des deux photographes de Mauthausen, Claude Garcia a



évoqué ses parents en un discours plein d'humanité mais aussi de colère froide à l'égard des autorités de Vichy et des camps. Pour la première fois depuis la transition « démocratique », un représentant du gouvernement espagnol (« socialiste ») s'est souvenu de l'exil de 500 000 républicain-es espagnol-es il y a 80 ans, déléguant à Paris son directeur de la mémoire historique.

« A la barricadas », le chant du camp de Mauthausen, le « Chant des oiseaux » de Pablo Casals, ont résonné non loin du Mur des Fédérés accompagnant les dépôts de gerbes par les associations, de bouquets par de nombreux particuliers. Après la cérémonie, le programme s'est poursuivi au 33 rue des Vignoles. Expo, théâtre, cinéma... Dans la salle de l'asso Flamenco en France, une expo de photos inédites et de exceptionnel de l'exode et du camp d'Argelès, montrée pour la première fois. Exceptionnelles en qualité et par leur contenu, ces photos de Philippe Gausso, un

« humanitaire » dirait-on aujourd'hui. Montrées aussi pour la première fois des photos d'art de Victor Simal prises lors du tournage du film « Argelès » de Felip Solé, justement projeté même dans la salle de la CNT, où a été jouée la pièce de Monique Surel « Voyage en guerre d'Espagne », qui évoque le philosophe Unamuno, l'anarchiste Durruti, la Nueve et des chants comme Ay Carmela. Entre temps, Maëlle Legendre a présenté son livre sur les réfugiées espagnoles, suivi d'un débat passionnant, avant le récital de guitare émouvant de Paco Ortiz ponctué par des évocations de son père déporté à Mauthausen. Dimanche, projection du film « Album souvenir, no pasaran » et de nouveau la pièce de théâtre « Voyage en guerre d'Espagne ».

Un programme dense, suivi de manière intense par un public nombreux, avide d'en savoir plus : près de 500 personnes sont passées ce week-end au 33 rue des Vignoles, pour la première pour la plupart. À en juger par la prolongation des débats chaleureux à la fin des deux journées, ce ne devrait pas être la dernière. ●

Aimable, Sim-Rp

Brésil



Menaces sur les droits des travailleur-euse-s sous la présidence d'extrême droite de Bolsonaro

La CSP - Conlutas (Centrale Syndicale et Populaire - Coordination nationale des luttes) est une organisation syndicale brésilienne anticapitaliste, autogestionnaire et internationaliste. Elle est issue d'une scission de la CUT (Centrale unique des travailleurs), principale union syndicale du pays. Cette dernière était jugée beaucoup trop proche de l'ancien président Lula da Silva et de son Parti des travailleurs (PT) au pouvoir de 2003 à 2016 pour exercer un regard critique et une opposition efficace contre les dérives de celui-ci, notamment en matière de corruption. Comme la CNT, la CSP - Conlutas est membre du Réseau Syndical International de Solidarité et de Luites. Herbert Claros, son délégué aux relations internationales, a participé à une série de réunions publiques en Europe, en janvier 2019, pour témoigner de la situation du Brésil à l'arrivée au pouvoir de Jair Bolsonaro. Le 15 janvier, Herbert était dans les locaux de nos ca-

marades de Solidaires 30 à Nîmes.

Jair Bolsonaro a été élu président de la République fédérative du Brésil, en octobre 2018, avec 55,1 % des votes exprimés contre 44,9 % pour le candidat du PT, Fernando Haddad. Malgré une forte mobilisation autour du mot d'ordre #EleNão (lui non), le taux d'abstention au second tour a atteint environ 21 %. Selon H. Claros, l'accession de l'extrême droite au pouvoir au Brésil était inimaginable il y a seulement six mois. Elle a été rendue possible par l'inéligibilité de Lula, condamné à une peine de prison dans une affaire de corruption. La défiance généralisée de la population vis-à-vis de la politique a largement profité à

Bolsonaro, dont c'était la première candidature à la présidence. Les espoirs suscités par l'arrivée au pouvoir du PT ont été largement déçus, celui-ci n'ayant pris aucune mesure concrète pour réduire les inégalités sociales dans le pays. Le PT a appliqué des recettes néolibérales permettant l'enrichissement des banques et des entreprises alors même qu'il retirait des droits aux travailleur-euse-s et qu'il ne mettait pas en œuvre une indispensable réforme agraire.

Bolsonaro est un ancien militaire, renvoyé de l'armée en 1988. Député pendant 27 ans, il n'a pourtant jamais fait voter une seule loi. Ses discours racistes, sexistes et homophobes, de même que

sa nostalgie de la période de la dictature militaire et des exécutions arbitraires (1964-1985), le situent très clairement à l'extrême droite. Contrairement à ce qui a pu se passer, par exemple en Argentine, aucun travail de mémoire ou de réparation pour les victimes n'a été effectué au Brésil à l'issue de la dictature. Ceci peut expliquer en partie le manque de défiance des jeunes générations vis-à-vis de l'extrême droite.

Bolsonaro a pris ses fonctions le 1er janvier 2019. Ses premières mesures constituent des attaques contre les



CSP contre Bolsonaro



Manif contre Bolsonaro à Londres

droits des travailleur-euse-s en général (suppression du Ministère du travail, dont les locaux dans toutes les municipalités permettaient à la population de faire valoir ses droits), contre les populations amérindiennes (projet de construction d'une autoroute traversant la forêt amazonienne, projet d'ouverture des territoires des communautés indigènes aux entreprises minières) et contre les agriculteur-trice-s (suppression du Ministère de la réforme agraire).

La victoire électorale de Bolsonaro pourrait avoir des répercussions dans l'ensemble de la région. Le président bolivien Evo Morales a ainsi permis l'arrestation sur son territoire de Cesare Battisti, ancien membre du groupe armé d'extrême gauche Prolétaires armés pour



le communisme, alors qu'il venait de fuir le Brésil pour demander l'asile en Bolivie. Cette arrestation, réalisée par la police locale en collaboration avec Interpol, est une conséquence de la forte dépendance de la Bolivie vis-à-vis de l'économie brésilienne. Par ce petit geste envers le « frère » Bolsonaro, Morales a autorisé le président brésilien à honorer une promesse faite à Matteo Salvini, mi-

nistre de l'Intérieur néofasciste du gouvernement italien.

Pour Herbert Claros, Bolsonaro ne peut pas être considéré comme un idéologue ou un penseur d'extrême droite. Cet opportuniste constitue toutefois une menace certaine par sa proximité avec l'armée, qu'il n'hésitera pas à envoyer contre la population en cas de soulèvement de masse. Une telle perspective de soulèvement ne semble pas d'actualité, tant les discours populistes de Bolsonaro suscitent encore des espoirs. Le rôle à jouer par la CSP - Conlutas sera donc très important dans les mois et les années à venir, tant le PT est à ce jour disqualifié et focalisé sur les prochaines échéances électorales...●

GT Amériques

Chiapas

LES 25 ANS DU SOULÈVEMENT ZAPATISTE

Depuis 1994, le Chiapas résiste !

Le 1er janvier 2019 a marqué le 25ème anniversaire du soulèvement zapatiste. Si ces 25 années ont permis aux communautés zapatistes de mettre en œuvre leur projet d'autonomie et vues de nombreuses avancées dans les domaines de l'éducation et de la santé notamment, le contexte de cette célébration est venu rappeler que le gouvernement mexicain n'a pas abandonné ses projets de destruction des terres et des peuples indiens.

De manière inhabituelle, à la différence des autres anniversaires du soulèvement, les zapatistes ont choisi de rappeler et mettre en avant la dimension militaire du mouvement. Trois mille milicien-es de l'EZLN se sont rassemblés et ont défilé dans le caracol zapatiste de La Realidad avant que le sous commandant Moises fasse un discours dur et sombre.

En cause, la politique initiée par Lopez Obrador, le nouveau président mexicain issu du parti Morena, un pseudo parti de gauche. Au nom bien sûr du progrès mais aussi de la lutte contre la pauvreté, le chômage, Lopez Obrador veut donner un coup d'accélérateur à plusieurs méga projets qui auront pour conséquence de spolier et de



détruire les terres ou vivent les communautés indiennes, causant également la disparition de leurs modes de vie traditionnels. On pourra citer, notamment, le projet de train maya qui doit unir Palenque, en plein territoire zapatiste aux sites archéologiques de la péninsule du Yucatan, « *Maintenant nous voyons qu'ils viennent pour nous détruire, nous les peuples indiens* » a ainsi dit Moises dans son discours. Mais il ajoute : « *Nous allons nous défendre ; nous allons nous battre*

si c'est nécessaire. »

Face au risque d'une confrontation violente, des réunions ont lieu régulièrement, aux Vignoles depuis début janvier à l'initiative du Comité de solidarité avec les peuples du Chiapas en lutte. Le secrétariat international de la CNT y participe avec d'autres collectifs et individu-e-s pour réfléchir aux initiatives de solidarité que nous pouvons développer ici. ●

Gt Amériques du Secrétariat International.

Souscription de café zapatiste

Café rebelle



et zapatiste

Comme chaque année depuis 2002, notre association, Échanges Solidaires, qui fait partie du Comité de Solidarité avec les Peuples du Chiapas en lutte, importe le café des producteurs zapatistes du Chiapas. Il s'agit évidemment d'une vente solidaire, l'intégralité des bénéfices est renvoyé aux communes zapatistes et, notamment, aux Conseils de Bon Gouvernement nommés par les assemblées des communes zapatistes, pour qu'ils décident de son utilisation.

Afin de pouvoir prépayer les producteurs, nous proposons une souscription qui se terminera fin mars 2019. Le café arrivera en France, en mai/juin,

et le temps d'être torréfié, sera distribué entre septembre et octobre (lors de permanences en région parisienne, envoyé par colis en dehors de celle-ci). Le prix du paquet de 250gr est de 3,5 euros (port inclus), moulu ou en grains (à préciser)

La souscription avec son règlement (chèque à l'ordre d'Échanges Solidaires) est à envoyer à : Échanges Solidaires 21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris. Merci de préciser nom, adresse et, si possible, mail et/ou téléphone pour vous contacter pour les permanences ou l'envoi.

cafesolidaire@no-log.org
www.cspcl.ouvaton.org

Irlande

Les ravages du « Tigre celtique » s'inscrivent dans la durée

12 ans après l'effondrement de l'économie irlandaise, et 10 après le renflouement des caisses bancaires, la crise du logement continue de rendre la vie des jeunes, des retraité-es, des migrant-es et de la classe ouvrière de plus en plus difficile.

De 1994 à 2006, l'augmentation du prix de l'immobilier en Irlande a dépassé les 500%, un record planétaire, spectaculaire, absurde. C'était la période du Tigre celtique, l'ère où l'Eire, ce paradis fiscal dérégulé et véreux, est devenu le Wild West de la finance européenne. Pendant ce boum économique, le gouvernement avait beau se vanter de la fin de l'émigration vers le Royaume uni et les USA tout en se félicitant, un brin revancharde, de l'arrivée pour la première fois de l'histoire de l'île, de milliers d'immigré-es anglais-es, c'était trop beau pour être vrai.

Lors de l'éclatement de la bulle immobilière en 2007, la première victime, bien-sûr, c'était la classe ouvrière. Avant la chute, et tentées par des publicités (voir encadré) qui poussaient à l'achat d'une première maison sans apport personnel, les familles les plus modestes ont sauté sur l'occasion sans imaginer la suite. À partir de 2007, environ 230 000 maisons

sont restées inoccupées. 25% des familles n'ont pas pu payer une seule mensualité pendant deux ans.

Partout et poussées par les banques rapiats, les expulsions en présence du sheriff, de l'huissier et des policiers allaient bon train, rappelant la période sombre de la famine au milieu du 19ème siècle où des centaines de milliers de métayers furent expulsés de leurs lopins de terre par les propriétaires pour faire place à l'élevage de bétail destiné au marché de la viande, en Angleterre.

Aujourd'hui à Dublin, pour un T2, si tu n'es pas prêt à payer un loyer mensuel de 2 500 euros, tu ne trouveras pas grande chose. D'accord, le SMIC irlandais est de 116€ plus élevé qu'en France, mais le pouvoir d'achat est assez loin derrière. Autrefois, le mot colocation désignait le partage du loyer d'une maison ou d'un appartement où chacun avait sa chambre, mais où la cuisine et le séjour constituaient des espaces communs. Aujourd'hui, ce sont les chambres qui sont partagées par deux, trois et parfois quatre personnes. On trouve des



« Sautez sur l'occasion... Pour les primo-accédants, profitez d'un crédit avec un financement à hauteur de 100% » : une pub dans la vitrine d'une agence de crédit au mois de juillet 2007

colocations où les bailleurs sous-louent à l'insu des propriétaires des chambres et même les salles de séjour, souvent à des travailleur-euses migrant-es. Les auberges sont pleines, mais pas de touristes. Ce sont des étudiant-es ou des travailleurs et travailleuses pauvres n'ayant pas les moyens de se payer autre chose, qui se trouvent dans l'obligation de dormir dans des dortoirs à 8 lits.

Et celles et ceux qui n'ont rien

sont obligé-es de vivre dans des squats. Le gouvernement a beau critiquer l'avarice des propriétaires, quand il s'est trouvé confronté aux habitant-es d'un grand squat très bien organisé dans une tour publique abandonnée du centre-ville de Dublin, il n'a pas hésité à le vider de manière violente.

Il n'est donc pas étonnant que la priorité, pour les travailleuses et travailleurs du secteur hospitalier actuellement en grève, se focalise

sur l'urgence d'augmenter significativement les salaires... pour payer les loyers ou rembourser les crédits bancaires, bien entendu. ●

GT Europe

1 Personne qui travaille dans une ferme et qui reçoit une portion de la récolte comme salaire.

« Carnets de voyage ». Le premier de deux articles par le GT Europe sur la situation actuelle en Irlande. L'article du mois d'avril traitera du projet de la construction de terminaux de gaz naturel liquéfié sur les rives de la Shannon dans le comté de Kerry. I

Suisse

Au pays de la prétendue paix du travail, l'égalité femme/homme n'est toujours pas là.

Un appel pour une nouvelle journée de mobilisation, le 14 juin 2019, est lancé par les Collectifs romands pour la grève féministe et des femmes*.

Le 14 juin 1991, dix ans après l'entrée en vigueur de l'article constitutionnel sur l'égalité, une grève, non seulement sur les lieux de travail, mais aussi dans les foyers, balais suspendus aux fenêtres, ni cuisine, ni prise en charge des enfants, avait réuni 500 000 personnes. Le 22 septembre 2018, 20 000 femmes et hommes solidaires ont manifesté à Berne pour l'égalité et contre les discriminations. Ci-dessous, le projet d'appel, brut, pour les Assises du 10 mars 2019.

«1.Nous toutes, femmes* seules, en couple, avec ou sans enfants, avec ou sans emploi, hétéro, LBTQI, jeunes, adultes, âgées, nées ici ou ailleurs, avec des cultures et origines différentes, nous appelons à une grève féministe et des femmes*, le 14 juin 2019.

2.Nous sommes celles à qui on a confié le travail domestique, éducatif et de soins à la maison, sans lequel la société et l'économie ne fonctionneraient pas. Nous nous occupons et préoccuons du des enfants, des parents âgées. Mais nous manquons d'argent et de temps.

3.Nous voulons l'égalité des salaires, mais aussi de meilleurs salaires et la valorisation des métiers «féminin» et des assurances sociales qui nous garantissent des rentes dignes. Nous voulons des rentes qui nous permettent de vivre dignement, sans augmenter l'âge de la retraite.

4.Nous voulons la reconnaissance et un partage égal du travail domestique et nous demandons des congés maternité, parentaux et pour enfant ou proche

malade et des services publics qui répondent au besoin de prendre soins de nos enfants, de nos aînés, de nos vies.

5.Nous voulons la réduction du temps de travail pour mieux partager travail rémunéré et travail non rémunéré et parce que le modèle d'économie actuel les ressources naturelles de notre planète. Nous voulons du temps pour assumer et partager les responsabilités familiales et sociales. Nous voulons du temps pour vivre.

6.Nous voulons un statut régularisé et une législation qui protègent celles qui parmi nous viennent de loin souvent pour s'occuper des enfants, des malades et des personnes âgées et permettant ainsi à d'autres de faire carrière. Nous affirmons notre solidarité et le droit pour toutes* à de bonnes conditions de tra-



vail et de vie.

7. Nous sommes celles qui sont exposées au sexisme, aux discriminations, aux stéréotypes et aux violences, sur le lieu de travail, dans la rue, à la maison. Nous sommes victimes d'oppressions spécifiques à cause de notre couleur de peau, de notre appartenance sociale ou de notre orientation sexuelle et l'identité de genre.

8. Nous voulons la liberté de nos choix en matière de sexualité et d'identité de genre. Nous exigeons que nos corps et nos vies soient respectés et nous refusons la violence sexiste, homophobe et transphobe.

9. Nous voulons mettre fin à l'impunité et à la banalisation des violences sexistes et exigeons un plan national de prévention et de lutte qui mette aussi en œuvre la Convention d'Istanbul.

10. Nous voulons des mesures de protection pour les migrantes qui, dans leur pays d'origine, sur le parcours migratoire ou ici, ont subi des violences et nous exi-

geons qu'elles aient le droit de rester.

11. Nous voulons la gratuité de l'avortement, de la contraception ainsi que des traitements de transitions basés sur l'autodétermination et la suppression des taxes roses.

12. Nous sommes celles dont on ne parle pas dans les livres d'Histoire, celles qui n'apparaissent qu'en incise dans un espace public et politique conçu par et pour des hommes, celles qu'on éduque à se conformer à une représentation stéréotypée de «la femme».

13. Nous voulons que l'école soit un lieu d'émancipation et d'éducation à l'égalité, au consentement, à la diversité sexuelle et au respect mutuel.

14. Nous voulons mettre fin aux stéréotypes de genre dans la culture, les médias, l'éducation et la publicité et redéfinir l'espace public et politique afin d'y occuper la place qui nous revient.

15. Nous voulons lancer le débat sur une société qui ne soit plus dominée

par la logique de l'argent dont profite une minorité alors que la majorité de la population mondiale est exploitée et vit dans la misère et que le climat est en danger.

16. Nous sommes fortes de nos diversités et nous revendiquons le droit de vivre libres dans une société qui garantit des droits égaux pour toutes*, une société solidaire, égalitaire et libre de toute forme de violence faite aux femmes*. Comme les Islandaises, nous disons « Ne changeons pas les femmes, changeons la société ! »

17. C'est pourquoi, le 14 juin 2019, nous ferons la grève. La grève du travail rémunéré, la grève du travail domestique, la grève du prendre soins, la grève à l'école, la grève de la consommation. Pour que notre travail soit visible, pour que nos revendications soient entendues, pour que l'espace public soit à nous toutes* ! ●

GT Europe

* toute personne qui n'est pas un homme cisgenre (soit un homme qui se reconnaît dans le genre qui lui a été assigné à la naissance).

Des textes à se brochurer sans attendre

À lire à l'écran ou à imprimer.



Un faux kiosque. Brochures à lire, imprimer, propager : Tourner autour : une critique de "L'Insurrection qui vient" ; Des animaux assoiffés de liberté; Manuel de survie en garde à vue ; Contre la grève des matons; Cultiver ou mourir en Indonésie; Zadissidences (textes libertaires sur laZ de ND des Landes après l'abandon du projet); Sensations volées : témoignage d'une victime de violences sexuelles avant l'âge adulte, etc.

<https://infokiosques.net/>

Ravage de lire. Inventaire sur la page d'accueil du site des éditions Ravage: Les Mujeres libres et la question de la non-mixité; Contre le travail et ses apôtres; Notes autour de la mort de Clément Meric; Simone Weil sur les contradictions du marxisme; Noam Chomsky et ses amis, une imposture au sein de l'anarchisme; Zo d'Axa, Pérec et Traven sur l'immigration aux Etats-Unis; Contre l'anarcho-libéralisme et la malédiction des Identity politics, et bien d'autres brochures et publications, la plupart accessibles en ligne :

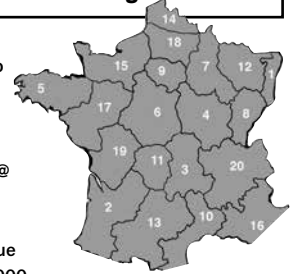
<https://ravageditions.noblogs.org>

Anarchronismes. Des brochures téléchargeables sur cet éditeur de textes courts : Individus ou citoyens ; Pour le bouleversement du monde ; La Peste religieuse, Johann Most ; Lettres sur le syndicalisme, Bartolomeo Vanzetti ; La tension anarchiste, Alfredo M. Bonanno ; La vertu du supplice, Aldo Perego ; Le système représentatif et l'idéal anarchiste, Max Sartin ; Soyons ingouvernables, Démocratie blues, A bas la politique & autres textes ; Oui, le Reichstag brûle ! l'acte individuel de Marinus Van der Lubbe, Pénelope ; Autogestion & destruction, Alfredo M. Bonanno ; Le grand défi -Faire et défaire, composer, décomposer, Nando (alla) De Riva-Emile Henry. Polémiques, débats, discussions; Treize minutes. L'attentat de George Elser contre Hitler ; Le problème de la liberté, Gigi Damiani ; Montcharmont et autres extraits des Jours d'Exil, Ernest Cœurderoy ; Pour l'anarchie du mouvement anarchiste !, Renato Souvarine, etc. ●

<https://anarchoniqueeditions.noblogs.org>

Vous trouverez sur le site Internet www.cnt-f.org, toutes les coordonnées pour contacter un syndicat par branche ou par section géographique. Voici les adresses par région.

Bureau confédéral
6, rue d'Arnal 30900 Nîmes
06 52 17 93 54
mél : cnt@cnt-f.org



1 Alsace

Union régionale CNT c/o
Lucha y Fiesta
BP 30017 67027
STRASBOURG CEDEX 1
09 52 91 12 14 alsace@
cnt-f.org

2 Aquitaine

Syndicats Gironde 36, rue
Sanche-de-Pomiers, 33000

Bordeaux

06 95 52 69 71

ul33@cnt-f.org

Syndicats régionaux PTT

Aquitaine, BP 80099, 33704

Mérignac

Culture Aquitaine 36,
rue Sanche-de-pomiers,
33000 Bordeaux

3 Auvergne

Union locale CNT

Salle Poly, place Poly,

63100 Clermont-Ferrand

4 Bourgogne

Franche Comté

Syndicat intercorporatif de

Saône-et-Loire

et de la Nièvre

19 rue du pavé

71290 Cuisery,

CNT 21

61 rue Jeannin

21011 Dijon

http://www.cnt-f.org/_cnt-interco-21_.html

06 01 22 17 94

5 Bretagne et Pays de la Loire

Union régionale CNT

BP 30423, 35004 Rennes

CEDEX

06 34 98 30 72

bretagne@cnt-f.org

6 Centre

CNT Centre

13 rue Pierre Fournier

41600 Lamotte-Beuvron

cnt-centre@cnt-f.org

7 Champagne- Ardennes

Syndicats CNT Marne

BP 90009,

51201 Épernay CEDEX

8 Franche-Comté Syndicats

CNT Doubs

c/o CESL, BP 121, 25014

Besançon CEDEX cnt-

doubs@cnt-f.org

CNT Jura

Sur la Roche

39370 Les Bouchoux

9 Île-de-France

Union régionale CNT

33, rue des Vignoles, 75020

Paris 01 43 72 95 34

br.rp@cnt-f.org

10 Languedoc Roussillon

Union régionale CNT

6 rue d'Arnal 30000

Nîmes

ur.lr@cnt-f.org

11 Limousin

Union locale Limou-sin

6, rue de Gorre,

87000 Limoges,

cnt87@cnt-f.org

12 Lorraine

Union régionale CNT

ur.lorraine@cnt-f.org

UD CNT Moselle

5, place des Charrons,

57000 Metz

ud57@cnt-f.org

13 Midi-Pyrénées

Union régionale CNT

18, av. de la Gloire,

31 500 Toulouse

Tél 09 52 58 35 90

14 Nord-pas-de-Calais

Union régionale CNT 32,

rue d'Arras, 59000 Lille

03 20 56 96 10

ur59-62@cnt-f.org

15 Normandie

Syndicats CNT Calvados

BP 02,

14460 Colombelles

Syndicats CNT Seine-

Maritime BP 411,

76057 Le Havre CEDEX

Syndicat CNT Eure

interco27@cnt-f.org

16 PACA

CNT-STICS 13 c/o

1000 bâbords 61,

rue Consolat 13001

Marseille

17 Pays la Loire

voir Bretagne

18 Picardie

Voir avec Nord-pas-de-Calais

19 Poitou-Charentes

Union régionale CNT

20, rue Blaise-Pascal,

86000 Poitiers

05 49 88 34 08

20 Rhône-Alpes

Union régionale CNT

44, rue Burdeau

69001 Lyon

Banditisme socialisé

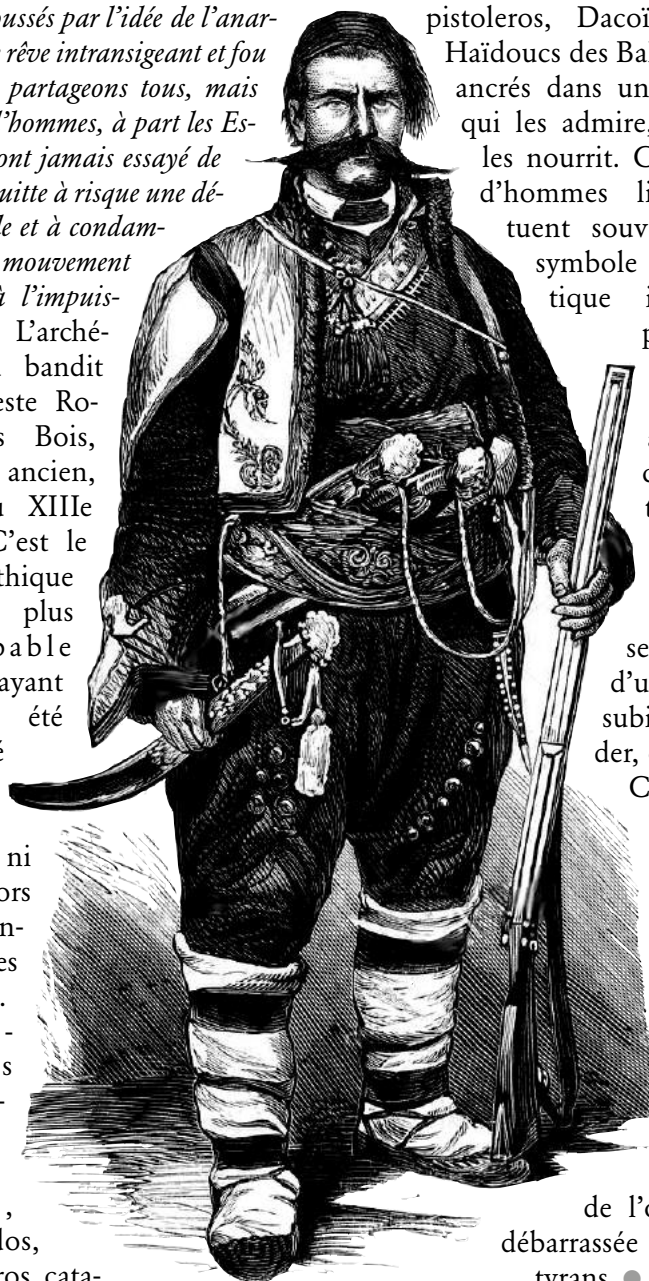


Les bandits,
Eric J. Hobsbawm,
Ed. La Découverte,
270 p., 11 euros

Dictionnairement, un bandit est un « individu qui se livre, seul ou en bande, à des attaques à main armée », voire un « homme malhonnête, sans scrupule ». Figure d'une résistance aux autorités, héros du défi à l'Etat central, le « bandit social » serait redresseur de torts pour le peuple, redistributeur de butin piqué aux puissants, ou abolissant de facto l'impôt. Reste que la distinction entre la « fonction de contestation sociale » du bandit vengeur, et le pur criminel relevant du droit commun est contestable, toute atteinte à la propriété constituant une subversion de l'ordre. Historien marxiste britannique, l'auteur tergiverse sur l'esprit et les pratiques de ces bandits au grand cœur, flirtant avec la capacité de passer de hors la loi à révolutionnaire. Seul Pancho Villa incarnerait à ses yeux cette conversion, avec une intention politique affirmée. À l'inverse, pour les révolutionnaires qui se sont faits braqueurs de banques par nécessité, il se centre sur un exemple : l'anarchiste et cénétiste Francesc Sabaté Llopart, alias Quico. Un chapitre peu convaincant, expédiant d'un jugement sans sommation les raisons d'agir du groupe de Sabaté : « Ils

étaient poussés par l'idée de l'anarchisme, ce rêve intransigeant et fou que nous partageons tous, mais que peu d'hommes, à part les Espagnols, ont jamais essayé de réaliser, quitte à risquer une défaite totale et à condamner le mouvement ouvrier à l'impuissance »... L'archétype du bandit social reste Robin des Bois, le plus ancien, situé au XIII^e siècle. C'est le plus mythique mais le plus improbable aussi, n'ayant jamais été identifié par les historiens, ni tracé hors des récits et des légendes.

Canagaceiros du Nordeste, maraudeurs, desperados, bandoleros catalans ou andalous,



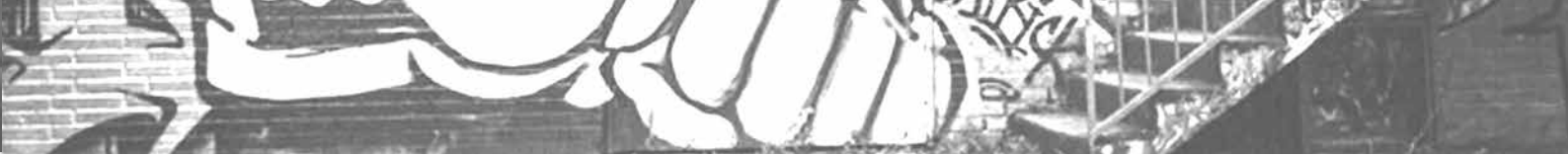
Un hajduc bulgare, figure des bandits des Balkans.



Limpiao, bandit brésilien du Nordeste

pistoleros, Dacoïts en Inde, Haïdoucs des Balkans, ils sont ancrés dans un terroir rural qui les admire, les protège, les nourrit. Ces fraternités d'hommes libres constituent souvent plus un symbole qu'une pratique intégrale de pillage désintéressé et collectivisé auprès de la communauté d'origine. Quant à l'insoumission à l'ordre, elle semble partir d'une injustice subie par le leader, ou sa famille. Ce qui en fait de farouches opposants à la domination locale, mais sans vision sociale, plus soucieux d'un maintien des traditions et de l'ordre ancien, débarrassée des excès des tyrans. ●

Nico, Interco, Nantes



Lucie Baud, révoltée de la soie

Une syndicaliste du tout début du XXe en texte et en image.

Ouvrière du textile dans le Dauphiné, syndicaliste, Lucie Baud serait restée dans l'anonymat sans le travail de Michelle Perrot, éminente historienne du travail des femmes. Arpète à la manufacture dès ses douze ans, journée de douze heures, Lucie Baud est logée recluse dans l'internat pour jeunes filles qui fournit au patronat du textile une main d'œuvre réputée docile. Mais pour Lucie, la soumission, c'est niet. Entre 1902 à 1906 elle mène « cent jours de grève de deux cents femmes » dans la région de Vizille et de Voiron, en ouvrant la lutte à une solidarité avec les ouvrières italiennes surexploitées. Elle organise des « soupes communistes » et des collectes dans les usines voisines en suscitant la solidarité. Après

avoir fondé le Syndicat des ouvriers et ouvrières en soierie du canton de Vizille, elle est déléguée au congrès de Reims de 1904, seule femme dans une assemblée d'hommes qui ne lui donne pas la parole et n'aborde même pas la surexploitation des femmes dans les ateliers. Un téléfilm de Mordillat de 2017, accessible en ligne, lui rend hommage, reprenant le bouquin de Michelle Perrot. Le Maitron, désormais accessible en ligne gratuitement assure aussi sa mémoire dans le mouvement ouvrier. ●

Nico Interco Nantes



- *Mélancolie ouvrière*, Michelle Perrot, ed. Grasset, 2012, 185 p.

- *Mélancolie ouvrière*, Gérard Mordillat, 1 h 31 : www.illimitestreaming.com/698-melancolie-ouvriere.html (commande : <http://lesmutins.org/melancolie-ouvriere>)

- Notice Lucie Baud, <http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article77375>

Le Maitron, 100% bio

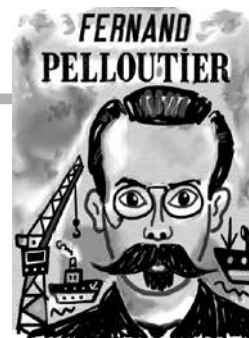
Le dictionnaire biographique du mouvement ouvrier en libre accès en ligne

Ces militant-es ont leurs dictionnaires biographiques, en libre accès, depuis le 5 décembre 2018. Des bios classé-es selon les rubriques femmes, anarchistes, cheminots, gaziers-électriciens, enseignant-es, ouvrier-es du livre, volontaires des brigades internationales en Espagne, engagé-es dans le Komintern, la Sociale en Amérique,

Belgique, Chine, Algérie, etc.

Le site maitron-en-ligne reprend, parfois dans une version enrichie et avec de l'iconographie, la totalité des 187 650 notices publiées dans l'ensemble du Maitron, y compris les volumes spécialisés et les céderoms édités par les Editions de l'Atelier. L'ensemble des notices correspondant aux cinq premières

périodes du Maitron, de 1789 à 1968, y compris les notices inédites ou enrichies qui s'ajouteront à l'avenir. ●



Nico Interco Nantes

<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr>

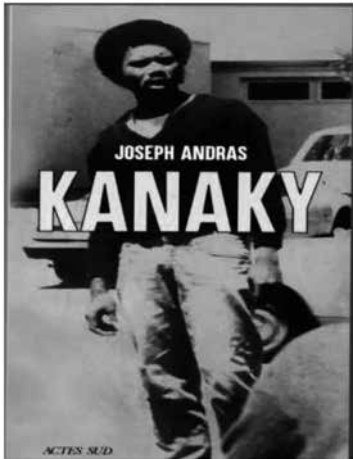
LA CNT C'EST QUOI ?

UN SYNDICAT ! Parce que cette forme d'organisation englobe à la fois le champ économique, politique, social et culturel. Parce qu'elle est directement issue du peuple et qu'elle représente ses intérêts.

DE COMBAT ! Parce que les intérêts des travailleur-euses s'opposent radicalement aux intérêts du capitalisme. Parce que les grandes avancées sociales n'ont été arrachées que dans l'action et la mobilisation.

AUTOGESTIONNAIRE ! Parce que les décisions doivent être prises à la base. Parce que nous appelons à l'auto-organisation des luttes. **SOLIDAIRE !** Parce que les hiérarchies (salaires, fonctions, statuts) s'opposent à une société égalitaire et autogérée. Parce que seules la réflexion et l'action interprofessionnelles permettent d'éviter le corporatisme. **ANTICAPITALISTE !** Parce que nous fabriquons toutes les marchandises et assurons tous les services, nous devons les orienter pour le bien de toute la collectivité et non pour l'ambition démesurée de quelques-un.es. C'est pourquoi nous pensons que le syndicalisme doit être porteur d'un projet pour une société plus juste, plus égalitaire, plus libre... Un projet révolutionnaire. Puisque personne ne travaille à ta place, que personne ne décide à ta place !

Ouvéa 1988



KANAKY
Joseph Andras
ed. Actes Sud,
304 pages

Portrait d'un militant anticolonialiste kanak, Alphonse Dianou, membre et chef du commando d'indépendantistes qui a géré la prise d'otages de la grotte d'Ouvéa, en avril-mai 1988. Dianou fait partie des victimes de l'assaut conduit par les militaires français. Un homme complexe et passionnant. Le livre de Joseph Andras est également journal de voyage dans un archipel méconnu et délaissé, récit de rencontres et d'échanges, réflexion sur les vestiges de l'empire français, autour de la reconstitution documentée d'un épisode sanglant de l'histoire



récente. Une véritable enquête sur les traces d'Alphonse Dianou.



Dans le prolongement du n° 2 de la revue Autogestion, Cahiers d'analyses syndicalistes révolutionnaires et anarcho-syndicalistes, réalisée par l'UL CNT d'Argenteuil et totalement consacrée à la Kanaky : « Autodétermination : la longue patience du peuple Kanak », le service-librairie de l'UD du Val d'Oise assure la diffusion du livre de Joseph Andras, disponible en adressant un chèque de 23 euros, port compris (à l'ordre de UD CNT 95). ●

UL CNT d'Argenteuil

À envoyer à Union Locale CNT d'Argenteuil, bourse du travail, Espace Mandela bureau 117, 82 avenue du Général-Leclerc, 95100 Argenteuil.
La revue Autogestion n°1 ou 2 est disponible, 5 euros le numéro, port compris.
Vous pouvez envoyer à l'adresse <ulargenteuil@cnt-f.org> des infos traitant des luttes sur le plan international.



ABONNEZ-VOUS AU COMBAT SYNDICALISTE

Je m'abonne pour 11 numéros (1 an) au prix de 30 € (soutien), 22 € (standard), à partir du numéro :

Si réabonnement, merci de cocher la case :

NOM PRÉNOM. ADRESSE

PROFESSION. MAIL

Chèque à l'ordre du *Combat syndicaliste* à renvoyer à Combat syndicaliste C/O CNT 18 Avenue de Sierre 07200 Aubenas

Si vous souhaitez qu'un.e ami.e s'intéresse au CS ou si vous avez vraiment trouvé merveilleux ce numéro, mais que vous n'avez pas la possibilité de vous abonner tout de suite, alors lisez bien ceci :

durant 3 numéros, nous vous abonnons gratuitement. Il vous suffit de remplir le bon ci-dessus et de cocher cette case.

Toutes ces offres d'abonnement valables uniquement en France métropolitaine. Nous contacter pour l'étranger. L'offre d'abonnement pour 3 numéros gratuits valable une seule fois par personne (même nom, même adresse). Bonne lecture.

ABONNEMENT
GRATUIT

Les vertus du coumbite haïtien

Gouverneurs de la rosée,
de Jacques Roumain,
en de nombreuses éditions*.

Achevée en 1944, cette pépite littéraire assez peu connue, reste d'une grande modernité politique. Fondateur du Parti communiste haïtien, en 1934, l'auteur, Jacques Roumain (1907-1944) y décrit la vie du village de Fonds Rouge, où les habitant-es vivent dans une pauvreté extrême, une sécheresse brutale ayant détérioré les ressources agricoles de la communauté paysanne. « *Nous mourrons tous* » clame dès les premières pages du roman Délira, la veille paysanne haïtienne qui symbolise le désespoir de toute une communauté ravagée par la famine. Bienaimé, son mari, ressasse l'âge d'or des coumbites, ce travail agricole collectif qui « *réunissait le voisinage pour la récolte et le défrichage* » et permettait à la communauté de subvenir à ses besoins premiers.

Face à la léthargie de la communauté, l'espoir va venir du retour au pays de Manuel, fils de Délira et Bienaimé. Après quinze ans d'absence à travailler dans les champs de canne à sucre, à Cuba, dans des conditions exécrables - qui le poussent à participer à un mouvement de grève- il comprend vite que l'apathie des siens trouve sa source dans un conflit qui a divisé le village.

L'équilibre entre la communauté et son environnement tenait lorsque les hommes du village s'organisaient en coumbite pour travailler la terre. Le travail collectif agricole a été brisé par l'avidité d'un villageois qui a voulu s'approprier par la force une partie des terres. Roumain, empreint des théories marxistes, démontre que la recherche de pouvoir et la constitution de la propriété privée à des fins d'enrichissement person-



nel empêche la communauté d'agir pour le bien commun.

Fort de son expérience militante cubaine, Manuel lutte contre la haine, les divisions, le fatalisme des villageois-es, au nom de l'unité de la communauté autogérée, seule capable d'en finir avec la sécheresse et la famine : « *Nous ne savons pas encore que nous sommes une force, une seule force : tous les habitants, tous les nègres des plaines et des mornes réunis. Un jour, quand nous aurons compris cette vérité, nous nous leverons d'un point à l'autre du pays et nous ferons l'assemblée générale des gouverneurs de la rosée, le grand coumbite des travailleurs de la terre pour défricher la misère et planter la vie nouvelle.* »

Face au catastrophisme ambiant, où il est plus facile d'imaginer la fin du monde que la fin du capitalisme

ce roman rappelle la force du collectif et de « *l'optimisme de la volonté* »** face à une situation jugée inextricable. C'est aussi une parabole politique sur la question des communs, la gestion collective et démocratique des ressources naturelles, à l'heure où la marchandisation du monde va bon train.

Ce roman est aussi une formidable histoire d'amour, et une ode à la culture haïtienne où apparaissent les fulgurances poétiques de l'auteur pour qui la lutte est avant tout, une lutte pour la vie. ●

Guillaume, STT 59-62

* Le temps des Cerises (2000), L'Harmattan (2010), Zulma (2013), Orphie (2015)...

** Citation exacte d'Antonio Gramsci, intellectuel marxiste italien (1891-1937) : « Je suis pessimiste avec l'intelligence, mais optimiste par la volonté » (Cahiers de prison, Gallimard, Paris, 1978-92)

LA COMPARUTION IMMÉDIATE C'EST NON.

Tu es arrêté.e, tu es en garde à vue et on t'annonce que tu vas passer en comparution immédiate. Même si l'avocat l'accepte, tu as le droit de refuser, **TU DOIS REFUSER.**

La comparution immédiate ne te donne pas le temps de préparer ta défense, de choisir convenablement ton avocat.e, de séparer tes émotions (et celles des juges) de l'engrenage répressif juridique et politique.

UN SYNDICAT DE COMBAT, AUTOGÉRÉ,
SOLIDAIRE, SANS PERMANENT ET ANTICAPITALISTE

33 RUE DES VIGNOLES 75020 PARIS
MAIL: CONTACT@ WWW.CNT-F.ORG



CONFEDERATION
NATIONALE
DU TRAVAIL